

## 2 Politique

## Suite à la nomination de Pierre-Claver Maganga Moussavou à la fonction de VPR

## Les populations de la Douya-Onoye et de la Mougala reconnaissantes envers le chef de l'Etat

J.-C.A.

Libreville/Gabon

Elles ont récemment exprimé ce sentiment au vice-président de la République (VPR) lors de sa tournée dans ces départements.

Le vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, s'est rendu le samedi 28 octobre dernier aux regroupements de villages d'Idemba et d'Ilendo, dans la Douya-Onoye, puis le lendemain à la préfecture de Guiétsou, dans le département de la Mougala, à quatre-vingt-seize kilomètres de Mouila. Dans les deux regroupements de villages précités, l'accueil a été à la hauteur des espérances portées par ce fils de la contrée. Lequel, en n'en point douter, représente pour ces ruraux une chance de voir leurs conditions de vie s'améliorer substantiellement. Elles ont donc tenu à remercier profondément le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba pour ce geste salutaire, car il aurait



Photo : D.R.

Le vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, s'adressant aux populations d'Idemba.

pu promouvoir une personne originaire d'une autre province. Les qualités intrinsèques de l'ancien maire de Mouila ont donc été déterminantes dans ce choix, d'après les porte-parole des populations. Elles ont ensuite émis un certain nombre de doléances se rapportant aux difficultés qu'elles rencontrent au quotidien. Ainsi en est-il du sempiternel problème de la dévastation de leurs champs par les pachydermes qui pululent dans la région, au point de les affamer. Puis

l'absence d'électricité, de l'hydraulique villageoise et le manque de médicament dans leurs dispensaires. Au regroupement d'Idemba situé à neuf kilomètres de la commune de Mouila, le VPR a promis de saisir le ministre de l'Energie pour que le village soit raccordé au réseau de la ville voisine. Idem pour le réseau hydraulique. Pour ce qui est de la problématique des dégâts causés par les éléphants, Pierre-Claver Maganga Moussavou a tout de suite exprimé sa désapprobation à l'option

d'abattre des pachydermes, comme certains l'ont évoqué. Il a plutôt préconisé des solutions alternatives devant déboucher sur une meilleure coexistence entre les deux parties. Ainsi du creusement de tranchées ceinturant les zones champêtres et empêchant toute intrusion de pachydermes dans les champs et les villages, la technique ayant fait ses preuves sous d'autres cieux. A Guiétsou le lendemain, le VPR a reçu un accueil triomphal, malgré la forte pluie. Le voyage en lui-même s'est ef-

fectué dans des conditions très difficiles, à cause du mauvais état de la route et des ponts. Et comme leurs frères des villages précédemment visités, les populations ont remercié le chef de l'Etat pour la promotion de Pierre-Claver Maganga Moussavou au poste de VPR, avant de réclamer le raccordement de toute la ville au réseau électrique, ainsi que l'adduction d'eau, l'installation du réseau téléphonique dans la plupart des villages environnants, le démarrage de

seignement secondaire (CES) nouvellement construit et dont les travaux ne sont pas totalement arrivés à leur terme, la construction de logements d'astreinte pour les enseignants et les fonctionnaires affectés à Guiétsou, l'approvisionnement en médicaments du dispensaire local, le retour dans la ville du préfet qui aurait choisi de s'installer à Mouila, contraignant les populations désireuses de se faire établir des actes administratifs à se rendre dans le chef-lieu de la province, à près de cent kilomètres, alors que la construction de son logement de fonction est achevée ! Dans sa réponse, le VPR a d'abord demandé aux populations de soutenir désormais l'action du chef de l'Etat. Ainsi à ses côtés, il pourra mieux les servir et trouver des solutions à leurs problèmes. Pour ce qui est des doléances, le VPR a promis de s'investir pour y trouver des solutions. Malgré tout, pour lui, la priorité de la Mougala demeure la route.



Photo : D.R.

## Mise en œuvre des Actes du Dialogue politique

## La commission ad hoc paritaire désormais sur pied

J.K.M.

Libreville/Gabon

Ses membres devraient évaluer et veiller à la mise en œuvre effective des recommandations adoptées, de manière consensuelle, par les représentants de la majorité et de l'opposition, à Angondjé, aux mois d'avril et mai derniers.

EN sa séance du vendredi 27 octobre dernier, le Conseil des ministres a entériné la nomination des personnalités devant composer la Commission ad hoc paritaire chargée du suivi-évaluation des Actes du Dialogue politique (CSADP). Selon le mode de composition des différentes commissions

érigées lors des assises d'Angondjé, la CSADP est composée de deux coprésidents de la majorité (Éric Dodo Bounguendza) et de l'opposition (Mathieu Mboumba Nziengu), assistés de deux co-vice-présidents majorité (Michel Essonghe), de l'opposition (Thierry d'Argendieu Kombila), des corapporteurs, des corapporteurs adjoints, de douze membres représentant chacun des deux bords politiques, douze pour la société civile ainsi que d'un Observatoire du Comité de suivi composé des quatre facilitateurs du Dialogue politique. Notons que cet organe ne figurait pas dans le protocole d'accord des parties prenantes au Dialogue. Longtemps attendue, la mise en place de la CSADP marque un pas de plus dans le proces-

sus de matérialisation des recommandations adoptées, de manière consensuelle, par les représentants de la majorité et de l'opposition, à Angondjé, dans la banlieue nord de Libreville, aux mois d'avril et mai derniers. Il va sans dire que ses membres auront la lourde tâche de s'assurer, en toute objectivité, impartialité et neutralité, espère-t-on, de la mise en œuvre des 258 Actes du Dialogue politique tel que contenus dans le protocole d'accord en vue de leur application intégrale. Si possible, en interpellant, pourquoi pas, le gouvernement et le Parlement sur la nécessité d'accélérer le processus. Ceci est d'autant vital que, depuis quelques temps, certaines voix s'élèvent pour se demander si le gouvernement et les

parlementaires feront preuve de célérité pour, respectivement, présenter les textes y relatifs, les examiner et les adopter, en même temps que la loi de finances 2018, au cours de cette session du Parlement dite "budgétaire". Sans oublier que, avec la tenue des élections législatives censées se dérouler en avril prochain, les recommandations relatives au découpage électoral et au mode de scrutin doivent être impérativement adoptées par les députés et sénateurs cette année. Étant entendu que, du point de vue de la loi, en année électorale, elles ne sauraient être matérialisées. C'est dire l'esprit de veille et de vigilance qui devrait habiter chaque composante de la CSADP. Même si, au regard de sa composition, on pourrait



Photo : Ebang Mve

Eric Dodo Bounguendza (PDG), le coprésident de la CSADP pour le compte de la majorité.



Photo : Glidas Roméo Mouniemo

Mathieu Mboumba Nziengu (UPG), coprésident de la CSADP représentant l'opposition.

craindre une prédominance des politiques (32) sur les représentants de la société civile (12). D'autant plus que, parmi ces derniers, on dénombre des personnalités ayant une sensibilité politique clairement affichée et assumée. A l'image de l'ancien membre du gouvernement, Alexandre-Désiré Ta-

poyo, et de l'actuel directeur général adjoint du Budget, Pepecy Ogouliguende. Quoiqu'il en soit, l'installation officielle des membres de la CSADP dans les jours à venir devrait fixer l'opinion nationale sur son mode de fonctionnement et son règlement intérieur.

## Vie des partis/ACR

## Nouvelle grève de la faim de Bruno Ben Moubamba

AEE

Libreville/Gabon

Cette fois, promet le président de l'Alliance pour le Changement et le Renouveau (ACR), "j'arrêterai lorsque les PdGistes se repentiront". Vrai ou faux, c'est tout au moins l'engagement qu'il a pris jeudi au siège de son parti, à l'occasion d'une déclaration à la presse.

LE président de l'Alliance pour le Changement et le Renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba a fait une déclara-

tion à la presse, jeudi, au siège de son parti. Occasion pour lui d'annoncer qu'il entame une nouvelle grève de la faim à son domicile. Une manière pour lui de "contester le système PDG". Et il compte arrêter, dit-il, lorsque "les membres de ce système se repentiront et demanderont pardon au peuple". Selon Bruno Ben Moubamba, "le Parti démocratique gabonais ne répond plus aux aspirations du peuple ni aux données de l'heure. C'est un parti qui a montré ses limites. Notamment dans la gestion de la crise sociale

actuelle. Les Gabonais attendent mieux que des discours. Ce parti n'a plus rien à proposer, il est temps de changer de paradigme. Il est temps de libérer le Gabon d'un système vieux d'un demi-siècle. Mais cela se fera ni par la guerre, ni par la violence". Et l'ancien vice-Premier ministre d'ajouter : "Mon combat aujourd'hui est celui d'instaurer un Gabon nouveau, de faire tomber l'Etat-PDG, responsable de la situation catastrophique dans laquelle le pays se trouve aujourd'hui. Et c'est ce parti qui, sans avoir demandé pardon au peuple, ni repen-

tance, se prépare à organiser des congrès provinciaux sur toute l'étendue du territoire. Cela est inadmissible". Huit ans après donc sa première grève de la faim, Bruno Ben Moubamba, a décidé d'entamer une nouvelle grève à son domicile. "J'ai décidé, en mon âme et conscience, a-t-il déclaré, d'entrer dans une nouvelle grève de la faim, un jeûne politique pour la nation. C'est ma décision. Elle doit être respectée, qu'elle qu'en soient les conséquences. Mais, je suis déterminé par les moyens de la non-violence à pousser ce pays au changement et au re-



Photo : AEE

Le président de l'ACR Bruno Ben Moubamba.

nouvel, sans armes, sans violence, et sans haine. Je suis décidé d'aller jusqu'au bout, jusqu'au démantèlement du PDG par le président de la République à qui je demande solennellement de tirer les conclusions de ce parti qui doit être démantelé, qui doit

être dissout." Le président de l'ACR estime que c'est la voie qui mène à la réconciliation nationale et à la création d'un nouvel État. Il a par ailleurs demandé à tous les Gabonais qui veulent le suivre de ne pas hésiter.